

Communiqué de presse de la FSU13

Marseille, le 1<sup>er</sup> Mai 2016

**L'utilisation de la violence, par le pouvoir politique, est un mauvais coup porté à la démocratie.**

**La FSU13 réclame l'arrêt des poursuites et la libération des quatre manifestants interpellés le 1er Mai à Marseille**

Depuis que le mouvement de contestation du projet de loi « travail » a débuté au mois de mars, il ne se passe pas une manifestation sans qu'un lycéen ou un autre manifestant ne soit arrêté, placé en garde à vue ou mis en examen.

Le dernier évènement en date est « l'arrestation préventive » de 7 personnes, sur ordre du Procureur de la République, avant qu'elles ne participent au défilé du 1<sup>er</sup> mai de Marseille.

Le ridicule ne tuant point, trois d'entre eux étaient des musiciens armés de baguettes de tambour. Le port d'objets comme un fumigène, ou une boule de pétanque est reproché aux 4 autres.

La FSU n'est pas dupe de ce qui se passe aujourd'hui. Le principal responsable de cette situation est un pouvoir politique qui refuse tout dialogue et veut faire passer en force son projet de loi travail, comme il l'a fait avec la réforme du collège, le blocage des salaires, l'état d'urgence sans cesse prolongé ...

Ce refus de recevoir les organisations syndicales représentatives ne peut qu'exaspérer nombre de citoyens désireux qu'une autre politique économique et sociale soit mise en œuvre.

**La FSU condamne toute violence d'où qu'elle vienne.**

Cette situation délétère, qui autorise quelques individus ou organisations mal intentionnés à semer le trouble dans les cortèges, doit cesser dès aujourd'hui. Le retrait du projet de loi El Khomri et une réelle négociation, sur l'ensemble des sujets traités par le mouvement social est le seul moyen d'y mettre un terme.

**La FSU13 réclame, depuis le mois de mars, l'arrêt des poursuites** contre les jeunes lycéens et les militants qui n'ont commis d'autre crime que d'être présents au mauvais moment, au mauvais endroit.

**La FSU13 exige la libération des 4 militants placés en garde à vue** le premier mai à Marseille.

Elle portera cette exigence auprès des pouvoirs publics.

Le droit de manifester pacifiquement doit être garanti, l'état d'urgence doit être levé pour le respect de nos libertés et de la démocratie.